



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)  
- 22 juillet 2009**

**Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.**

**Bonne lecture !**

**Comité communication du CNC**

<http://www.lecnc.com>

[cnc@lecnc.com](mailto:cnc@lecnc.com)

\*\*\*\*\*

**L'Acadie Nouvelle, 22 juillet 2009 - Harper accusé de s'en prendre aux régions**

Le syndicat représentant les employés de Service Canada accuse le gouvernement Harper de s'en prendre aux communautés des petites villes et des milieux ruraux des Provinces Maritimes en mettant en oeuvre un programme de centralisation du personnel et de compression des services aux sans-emploi.

Dans une déclaration conjointe, les dirigeantes du Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada (SEIC) du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard ont demandé aux députés fédéraux de leurs régions de se joindre à eux pour mettre un terme à des mesures qui, selon leurs dires, affaibliront la qualité des services, en plus d'accroître la disparité économique et sociale entre de grandes villes, telles qu'Halifax et Moncton, et le reste des trois Provinces maritimes, composées principalement de communautés rurales.

Deborah Gray, vice-présidente nationale du SEIC au Nouveau-Brunswick et qui habite une petite ville, prétend que le passage d'emplois et de services de Sydney, de Bridgewater et de New Glasgow vers Moncton aura un effet marqué sur les petites villes et les régions rurales de la province.

Elle y voit des sujets d'inquiétude évidents, comme l'élimination d'emplois qui paient bien et une nette réduction du pouvoir d'achat dans des secteurs où les petites communautés n'ont pas les moyens de les perdre.

"À cela s'ajoute l'inquiétude très vive devant l'écart grandissant entre les villes les plus grandes et le reste de la province. Quel est l'avenir des emplois fédéraux dans nos villes les plus petites et en

milieu rural du Nouveau-Brunswick? Quel effet a sur la qualité des services le fait de ne plus traiter face à face avec des voisins de votre communauté?", a-t-elle déclaré.

Mme Gray rappelle que les membres actuellement basés au bureau de Moncton sont déjà débordés de travail.

"L'ironie est que l'organisation qui s'appelle Service Canada risque fort de retarder le paiement de prestations à des clients qui étaient auparavant bien servis dans leurs communautés locales", estime la vice-présidente nationale du SEIC au Nouveau-Brunswick.

Jeannette Meunier-McKay, présidente nationale du SEIC, déclare que la protestation provenant des Maritimes a l'appui entier de l'instance nationale du syndicat. Elle compare le geste du gouvernement Harper à "un assaut sur les petites villes et les communautés rurales des Provinces maritimes".

Mme Meunier-McKay souhaite que l'engagement des politiciens de la région, quel que soit leur parti, à leur cause, oblige Service Canada à revenir sur sa décision de négliger de plus en plus la population des petites villes et des communautés rurales des Provinces maritimes.

Le Syndicat de l'Emploi et de l'Immigration du Canada représente plus de 19 000 employés de la fonction publique fédérale, y compris ceux qui conseillent les clients, traitent les demandes d'assurance-emploi et soutiennent les programmes de sécurité du revenu.

\*\*\*\*\*

### **Le Nouvelliste (Trois-Rivières), 21 juillet 2009 - De la politique sur le dos des travailleurs**

Le ministre Denis Lebel n'a visiblement pas apprécié le concert de critiques à l'endroit du gouvernement conservateur, la semaine dernière, à la suite des mises à pied massives survenues à l'usine Kruger de Trois-Rivières.

«C'est désolant de voir qu'on a fait de la politique sur le dos des travailleurs», a-t-il confié au bout du fil hier, lors d'un entretien accordé au Nouvelliste.

Il réagissait ainsi aux reproches formulés par la députée bloquiste Paule Brunelle, le président du Conseil de l'industrie forestière Guy Chevette et les leaders du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP).

Ces derniers, devant la perte de 400 emplois à la papetière trifluvienne, s'étaient indignés contre «l'inaction» des conservateurs dans le dossier de la crise forestière.

«On dit encore que les usines ferment parce qu'il n'y a pas de garanties de prêt. C'est faux», a notamment lancé hier le titulaire de Développement économique Canada.

### **Encore des pertes**

Selon le ministre et député de Roberval-Lac-Saint-Jean, une circonscription elle aussi durement touchée par la tempête économique, seul le marché est à blâmer pour ces mauvaises nouvelles qui se multiplient. «Kruger l'a dit: ils ont perdu 35 % du carnet de commandes. C'est malheureux,

mais c'est une question de marché», a-t-il fait valoir.

Le ministre a aussi dit «ne pas vouloir se faire prophète de malheur», mais appréhender à contrecoeur que le fond du baril ne soit toujours pas atteint. D'autres tuiles comme celles tombées vendredi dernier pourraient s'abattre sur l'industrie des pâtes et papiers, déjà passablement amochée.

«J'ai malheureusement peur qu'il y ait encore des mauvaises nouvelles, même si on ne souhaite pas ça. Il faut regarder les perspectives comme elles sont. Et je ne voudrais surtout pas me mettre des lunettes roses», a analysé Denis Lebel.

### **Peu de solutions**

Devant ce constat, peu de nouvelles solutions sont disponibles, prévient Denis Lebel. Déjà, cite-t-il, Exportation et Développement Canada a mis 9 milliards de dollars au service de l'industrie en 2008. Ces chiffres, toutefois, sont largement contestés.

On parle aussi des investissements d'un milliard sur les projets de développement de «la liqueur noire», et les 200 millions \$ pour les travaux sylvicoles déjà annoncés par le comité Canada-Québec, qui poursuit actuellement son travail. Or, martèle Ottawa, l'entente sur le bois d'oeuvre avec les Américains limite l'action gouvernementale.

Ainsi, conclut-il, les espoirs sont maintenant mis en une relance de l'économie. «Il faut continuer de se préparer pour l'avenir et développer de nouveaux marchés. On espère seulement que ça va redémarrer.»

Éric Lallier

\*\*\*\*\*

### **Cyberpresse (Matane), 20 juillet 2009 - Haute-Gaspésie-La Mitis-Matane-Matapédia: un été chaud en politique fédérale**

L'été est chaud en politique fédérale dans la circonscription de Haute-Gaspésie-La Mitis-Matane-Matapédia. Le candidat bloquiste Jean-François Fortin fait une véritable précampagne pendant que la candidate libérale Nancy Charest recueille des fonds en attendant la visite de son chef, Michael Ignatieff, attendu pour le début d'août comme si les élections étaient sur le point d'être déclenchées.

La circonscription, qui a échappé de justesse aux libéraux en 2008 par seulement 610 votes, n'a pas élu de député au pouvoir à Ottawa depuis 1993, il y a 16 ans. Le candidat bloquiste, professeur au Cégep de Rimouski, a même déjà rendu publique la répartition des effectifs de son... futur personnel avec bureau de circonscription à Matane et pôles de services à Mont-Joli et à Amqui, en plus du bureau itinérant annuel et d'un poste d'agent de liaison en Haute-Gaspésie.

### **Priorités ciblées**

Le candidat a déjà ciblé ses priorités, dont l'amélioration du régime d'assurance emploi, le développement des infrastructures portuaires, le maintien des services ruraux de Postes Canada, la lutte contre les coupes à Radio-Canada Gaspésie-Les Îles, le soutien du fédéral aux différents

projets identifiés dans le créneau récréotouristique de la Gaspésie, les mesures de soutien aux affaires et au développement économique régional à la SADC et à DEC.

La machine tourne aussi chez Nancy Charest, une candidate présentée par son organisation comme ministrable dans l'Est du Québec dans un éventuel cabinet de Michael Ignatieff.

«Il y a fort longtemps que votre comté n'a pas été représenté par un ministre. Mme Charest est une candidate fort compétente et très respectée au sein de la direction du Parti libéral du Canada», a lancé Jacques Portelance, coordonnateur du PLC pour le Centre et l'Est du Québec, lors de l'assemblée générale des membres de l'association de la circonscription, une perspective que le sénateur Roméo Dallaire avait évoquée lors de la dernière campagne électorale fédérale.

Lors d'un premier événement à Matane visant à recueillir des fonds pour l'association du Parti libéral fédéral, 200 personnes provenant de quatre MRC ont participé à un cocktail dînatoire à 100 \$ le billet pour ramasser des fonds pour Mme Charest, une ex-députée provinciale.

Au scrutin général de 2008, avec 11 367 voix, Mme Charest avait talonné le bloquiste Jean-Yves Roy, qui a eu 11 977 voix. M. Roy ne sollicitera pas d'autre mandat. Le candidat conservateur, Jérôme Landry, avait obtenu 5771 votes.

Carl Thériault

\*\*\*\*\*

### **Le Quotidien, 20 juillet 2009 - Début des travaux sur la réforme de l'assurance-emploi : Michael Ignatieff brille par son absence**

Le comité parlementaire bipartite portant sur la réforme du régime d'assurance-emploi devrait se mettre au travail, cette semaine, à Ottawa, mais plusieurs se demandent où est passé celui qui avait plaidé en faveur de sa création, le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff.

Lors de la toute dernière semaine des travaux de la session parlementaire, M. Harper a accepté de mettre sur pied un comité formé de trois libéraux et de trois conservateurs pour explorer les divers moyens d'améliorer le régime d'assurance-emploi.

Ce comité avait permis au premier ministre Stephen Harper et au chef libéral Michael Ignatieff de se sortir d'une impasse, le mois dernier, et d'assurer la survie du gouvernement jusqu'à l'automne.

Mais plusieurs estiment que Michael Ignatieff devrait être plus présent sur la scène politique et médiatique cet été. Des activités du Parti libéral, qui devaient se tenir au cours de la saison estivale, ont été reportées. De plus, peu d'informations ont circulé au sujet du comité parlementaire qui doit se réunir pour la première fois cette semaine.

Les libéraux auraient reçu des informations à cet effet la semaine dernière, mais le lieu et la date exacte de la première réunion ne figuraient pas dans la note.

Selon Ryan Sparrow, le porte-parole de la ministre des Ressources humaines, Diane Finley, le travail de ce groupe est confidentiel.

"Nous espérons que le Parti libéral respecte également sa confidentialité", a-t-il ajouté lors d'une courte entrevue.

Mais plusieurs conservateurs soutiennent que les libéraux semblent ne pas avoir d'idée sur la manière de procéder du comité et ce qu'ils voudraient en tirer. Des observateurs libéraux estiment de leur côté que la décision d'intégrer au comité le secrétaire parlementaire du premier ministre, Pierre Poilievre, n'inspire pas confiance.

### **Attention médiatique**

Selon un conseiller de la firme de recherche Strategic Council, M. Ignatieff devrait suivre la voie de ses prédécesseurs à l'opposition et se montrer davantage au cours de la saison estivale. Peter Donolo croit que le chef libéral devrait profiter de la baisse de l'attention médiatique nationale pour faire campagne dans des circonscriptions qui seront cruciales pour remporter les élections.

\*\*\*\*\*

### **La Presse Canadienne, 20 juillet 2009 - Le comité sur la réforme de l'assurance-emploi se réunira cette semaine**

Le comité parlementaire bipartite portant sur la réforme du régime d'assurance-emploi devrait se mettre au travail, cette semaine, à Ottawa, mais plusieurs se demandent où est passé celui qui avait plaidé en faveur de sa création, le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff.

Lors de la toute dernière semaine des travaux de la session parlementaire, M. Harper a accepté de mettre sur pied un comité formé de trois libéraux et de trois conservateurs pour explorer les divers moyens d'améliorer le régime d'assurance-emploi.

Ce comité avait permis au premier ministre Stephen Harper et au chef libéral Michael Ignatieff de se sortir d'une impasse, le mois dernier, et d'assurer la survie du gouvernement jusqu'à l'automne.

Mais plusieurs estiment que Michael Ignatieff devrait être plus présent sur la scène politique et médiatique cet été. Des activités du Parti libéral, qui devaient se tenir au cours de la saison estivale, ont été reportées. De plus, peu d'informations ont circulé au sujet du comité parlementaire qui doit se réunir pour la première fois cette semaine.

Les libéraux auraient reçus des informations à cet effet la semaine dernière, mais le lieu et la date exacte de la première réunion ne figuraient pas dans la note.

Selon Ryan Sparrow, le porte-parole de la ministre des Ressources humaines, Diane Finley, le travail de ce groupe est confidentiel.

"Nous espérons que le Parti libéral respecte également sa confidentialité", a-t-il ajouté lors d'une courte entrevue.

Mais plusieurs conservateurs soutiennent que les libéraux semblent ne pas avoir d'idée sur la manière de procéder du comité et ce qu'ils voudraient en tirer. Des observateurs libéraux estiment de leur côté que la décision d'intégrer au comité le secrétaire parlementaire du premier ministre,

Pierre Poilievre, n'inspire pas confiance.

Selon un conseiller de la firme de recherche Strategic Council, M. Ignatieff devrait suivre la voie de ses prédécesseurs à l'opposition et se montrer davantage au cours de la saison estivale. Peter Donolo croit que le chef libéral devrait profiter de la baisse de l'attention médiatique nationale pour faire campagne dans des circonscriptions qui seront cruciales pour remporter les élections.

De plus, au sein du Parti libéral, plusieurs croient que l'assurance-emploi ne sera pas l'enjeu principal d'élections éventuelles. Ils espèrent plutôt que la façon dont M. Harper a traité la question de l'assurance-emploi captera l'attention de l'électorat et illustrera la manière dont les conservateurs s'occupent de la récession.

"La question (pour les partis respectifs), est maintenant de savoir de quoi les gens voudront-ils parler à la deuxième semaine du mois de septembre", a confié un membre du Parti libéral.

Bruce Cheadle

\*\*\*\*\*

### **Reflét du Lac (Magog), 17 juillet 2009 - Réplique au Bloc québécois**

En votant contre notre Plan d'action économique, le Bloc a voté contre une aide directe aux gens qui ont perdu leur emploi en s'opposant aux cinq semaines supplémentaires d'assurance-emploi que nous avons octroyées. Notre Plan d'action économique prévoyait aussi au bas mot un milliard de dollars pour améliorer l'efficacité environnementale de l'industrie des pâtes et papiers, 200 millions de dollars en travaux sylvicoles, dont la moitié provient du fédéral, 170 millions réservés exclusivement pour rendre le secteur forestier plus compétitif et une volonté, par l'intermédiaire d'Exportation et Développement Canada. Depuis 2008, EDC a accordé plus de 9 milliards \$ aux exportations du secteur forestier du Québec, dont 8,8 milliards ont été versés en vertu du programme d'assurance crédit. Le 31 mars 2009, EDC avait versé un peu moins de 1 milliard \$ pour les exportations du secteur forestier du Québec. Près de la moitié des clients du secteur forestier d'EDC proviennent du Québec. Nous avons également facilité l'accès au crédit, en plus de soutenir le milieu des arts et du tourisme par une somme de 100 millions de dollars sur deux ans pour appuyer les festivals de renom et les manifestations culturelles. Et c'est sans compter les milliards de dollars qui sont destinés à améliorer nos routes, nos ponts, nos viaducs, nos installations d'eau potable et toutes autres infrastructures. Encore une fois campé dans son idéologie, le Bloc a préféré se croiser les bras et travailler pour l'intérêt de son parti en votant contre, peu importe les conséquences. Il n'a pas fait preuve d'empathie pour les Québécois qui éprouvent des difficultés financières par les temps qui courent.

Comme dans de nombreux dossiers, les députés bloquistes jouent à la girouette. Ils ont toujours leur « menu du jour », même si parfois il est incohérent avec leur position de la veille. C'est facile de changer de position sur une base quotidienne quand on n'a pas le fardeau de gouverner. D'un côté, ils étaient au centre de la polémique d'une alliance tripartite en formant une coalition l'automne dernier avec Stéphane Dion et Jack Layton pour renverser notre gouvernement qui avait été élu démocratiquement. Ce faisant, le Bloc a causé un déni de démocratie et a préféré s'allier avec son ennemi de toujours, Stéphane Dion. Cela a démontré aux yeux de tous que le Bloc et le Parti libéral du Canada, c'est blanc bonnet et bonnet blanc !

Notre principale priorité a toujours été de combattre, aux côtés des Québécoises et des Québécois, cette crise économique mondiale. Le Plan d'action économique de notre gouvernement commence à porter fruits. Pendant que les projets issus de ce Plan d'action se réalisent partout au Québec et à travers le Canada pour redresser notre économie, le Bloc tentait de provoquer ouvertement des élections cet été. Heureusement, il n'est pas arrivé à ses fins ! Les projets continueront de se réaliser dans toutes les régions du Québec, pour le bien de nos collectivités. Au cours de l'été, notre gouvernement va collaborer avec l'opposition officielle afin d'explorer les options supplémentaires pour améliorer le régime d'Assurance-emploi. Nous espérons que les Libéraux fédéraux soient de bonne foi et qu'ils vont travailler avec nous dans l'intérêt de la population canadienne. Pendant ce temps, le Bloc est en vacances. En somme, la seule manière que le Québec prenne sa place à Ottawa est de renforcer la députation québécoise au sein d'un gouvernement conservateur.

Pour plus d'information sur notre plan d'action économique, nous vous invitons à visiter le site suivant : [www.plandaction.gc.ca](http://www.plandaction.gc.ca) .

Steven Blaney

Député conservateur de Lévis-Bellechasse et président du caucus conservateur québécois